



HAL
open science

Territoires en partage. Expériences de cohabitation et politiques du passé en Transylvanie

Bianca Botea

► **To cite this version:**

Bianca Botea. Territoires en partage. Expériences de cohabitation et politiques du passé en Transylvanie. Pétra, 2013, Usages de la mémoire, 978-2-84743-079-0. hal-03855816

HAL Id: hal-03855816

<https://hal.science/hal-03855816>

Submitted on 24 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Éditions PÉTRA
12 rue de la Réunion – 75020 Paris
Tél. : 01 43 71 41 30 – Fax : 01 43 70 62
25

Site :
<http://www.editionspetra.fr>
Courriel : info@editionspetra.fr

© Pétra, décembre 2013
ISBN : 978-2-84743-079-0
ISSN : 2268-0772

Territoires en partage
Politiques du passé et
expériences de cohabitation en
Transylvanie

Bianca BOTEA

« Usages de la mémoire »

Collection dirigée par
Luba JURGENSON et Anne-Marie LOSONCZY

Selon le schéma classique des historiens et sociologues, la mémoire se stabilise en récit historique en perdant son lien avec le présent et en s'étayant sur des supports institutionnels au-delà du groupe concerné. Or, l'actualité nous met en présence d'un processus inverse. Depuis le remodelage de l'espace européen géographique, mental et politique, lié à la disparition de l'URSS, des expériences traumatiques anciennes sont détachées par des acteurs publics du corps de l'Histoire pour être propulsées dans la mémoire des groupes concernés dont cette prise en charge nouvelle des contenus « archivés » constituera désormais l'identité.

Il est donc urgent d'interroger les usages et les mésusages de la mémoire selon une approche pluridisciplinaire (sociologie, anthropologie, histoire, littérature, philosophie, psychanalyse et autres). Au-delà des politiques mémorielles, nous souhaitons proposer une réflexion sur l'espace public, intellectuel et celui de la création de même que ceux, privés, familiaux et informels de la vie quotidienne en privilégiant l'analyse des expériences mémorielles liées aux événements survenus en Europe et ses marges au XX^e siècle quel que soit leur lieu de recomposition.

OUVRAGES PARUS

Luba JURGENSON et Alexandre PRSTOJEVIC (dir.), *Des témoins aux héritiers : l'écriture de la Shoah et la culture européenne*, 2012.

Paul NOURAUD-BERNARD, *Les ombres solitaires. Essai sur la pièce de théâtre Dans la solitude des champs de coton, de Bernard-Marie Koltès*, 2012.

Delphine BECHTEL et Luba JURGENSON, *Le tourisme mémoriel en Europe centrale et orientale*.

OUVRAGES EN PRÉPARATION

Faik TONGUÇ, *Souvenirs d'un officier de réserve ottoman pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918)*, traduit du turc par Bruno Elie avec la collaboration d'Aynur Flamain.

« Usages de la mémoire »

**Territoires en partage
Politiques du passé et
expériences de cohabitation en
Transylvanie**

Bianca BOTEA

Éditions PÉTRA
12 rue de la Réunion – 75020 Paris
Courriel : info@editionspetra.fr
Site :
<http://www.editionspetra.fr>

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE Chemins d'une recherche

1. La Transylvanie : territoire frontalier, territoire à frontières	15
2. Un territoire en partage : questions de cohabitation et présences du passé.....	27
3. Objets et terrains	49

DEUXIÈME PARTIE Les territoires de coexistence

1. Des empires multiethniques aux États-nations : cadre historique	57
2. Histoires de la ville : Cluj-Napoca, Cluj, Kolozsvár, Klausenburg	67
3. De l'espace au territoire : la compétition pour l'occupation symbolique de l'espace	81
1. Usages de la langue dans l'espace public	81
2. Controverses autour du patrimoine bâti et des vestiges archéologiques	90
4. Festivités urbaines : foire artisanale, musiques et danses folkloriques	101
5. Musées et territoires en partage.....	115
1. Musées, nationalisme et territoire.....	116
2. Approche ethnographique des musées.....	123
3. Institutionnalisation de la mémoire et de l'oubli.....	127
4. Changements dans les pratiques muséales ? « Politique de la différence » et coexistence des récits patrimoniaux	139
6. Les territoires de la patrie : <i>Erdély</i>	151
1. La production d'un territoire à soi, entre patrie hongroise et espace étatique roumain	151
2. Territoires à géométrie variable.....	166
7. Le territoire-patrimoine : l'entre-soi et la coexistence.....	187

TROISIÈME PARTIE**Coexistence et négociation sociale. Les territoires de projet**

1. <i>Provincia</i> , le projet d'expérimentation d'une autre Transylvanie	203
1. L'émergence d'un nouveau discours sur la Transylvanie après 1989.....	203
• Le contexte.....	204
• Acteurs et étapes.....	207
2. La production sociale et politique d'une singularité transylvaine.....	223
2. Le <i>cohabiter</i> par le prisme de la négociation des appartenances identitaires et territoriales	237
1. Communautés et espace public.....	238
2. La dynamique du lien et de la séparation ethnique : une approche de la situation.....	248
3. Rigidité ou fluidité des frontières ethniques : entre discours et pratiques.....	254

QUATRIÈME PARTIE**Territoires de culture et territoires d'action**

1. Le territoire comme espace de cohérence culturelle ?	265
1. Régionalismes et régionalisation. L'Europe comme moteur de recompositions sociales et territoriales.....	265
2. Le territoire comme aire culturelle.....	277
2. Dé(re)territorisations.....	285
1. Territoires de négociation.....	285
2. Territoires d'expérience	290
3. Territoires de projet. Acteurs et échelles des territoires	293
4. Territoires-mémoires, territoires d'histoire. Conclusions et perspectives.....	298

BIBLIOGRAPHIE	315
----------------------------	-----

TABLE DES ANNEXES	341
--------------------------------	-----

INTRODUCTION

La question du territoire fait constamment l'objet d'interrogations de la part de chercheurs, en même temps qu'elle relève d'un engouement dans les pratiques et rhétoriques publiques en Europe, ou ailleurs dans le monde. Depuis peu, cette question traduit également des recompositions importantes à l'échelle des pratiques sociales, dans le contexte de l'éclatement du local, à l'heure de l'élargissement européen et à une époque où les phénomènes de mondialisation se complexifient et se généralisent.

En Europe centrale et orientale, les références au territoire et à la territorialité sont souvent pensées en lien avec la question de la cohabitation des individus et du partage d'un même espace en contexte multiethnique et multiconfessionnel. L'histoire, la mémoire, le patrimoine sont des éléments importants dans ces constructions territoriales et la production, la négociation ou l'usage de ces catégories éclairent des recompositions récentes de ces sociétés face à leurs enjeux contemporains. C'est à partir de cette articulation entre, d'une part, la question de la cohabitation et, d'autre part, les usages et la production du passé que la notion de « territoire » sera abordée dans cet ouvrage. Je m'appuierai pour cela sur une recherche menée en Roumanie, et plus précisément dans un territoire frontalier de ce pays, la Transylvanie.

Espace aux contours flous mais catégorie forte des imaginaires et des pratiques, la Transylvanie fut historiquement

construite comme un territoire controversé. Elle a une puissante résonance symbolique, dans les imaginaires nationaux roumains et hongrois et elle apparaît comme la seule région roumaine à avoir un écho dans les imaginaires européens.

Considérée parfois de par son histoire comme située à la frontière de deux univers et civilisations différents, entre le christianisme catholique ou protestant et le monde pensé comme plus « barbare » de l'Empire ottoman orthodoxe et musulman, la Transylvanie devient à l'âge des nations modernes un « territoire pour deux rêves » (J. Rupnik). Intégrée successivement à deux entités étatiques et à deux projets nationaux distincts, roumain et hongrois, elle reste de nos jours une catégorie sensible des imaginaires, bien qu'à l'heure de l'élargissement européen ce problème ancien de changement de frontières ne soit plus d'actualité. Cette sensibilité spécifique mérite d'être interrogée et peut paraître étonnante dans la mesure où ce territoire n'a pas d'assise administrative, si ce n'est le souvenir d'une province historique lointaine aux frontières fluctuantes. Si la Transylvanie ne relève plus désormais d'un problème territorial (ni de changement de frontières), elle pose cependant la question du partage d'un territoire multiethnique, chargé d'une histoire controversée, espace des mémoires plurielles parfois en compétition et opposition.

À partir d'un spectre large de lieux de terrain et d'actions observées principalement dans la capitale de la région, Cluj-Napoca – aménagement de l'espace urbain, pratiques muséales, mémorielles et patrimoniales, usages conflictuels de la langue dans l'espace public, fêtes urbaines, actions associatives – cet ouvrage saisira la production sociale et symbolique de ce territoire et la négociation de la cohabitation dans ce lieu.

L'exemple transylvain de cohabitation multiethnique mettra en lumière des formes d'imbrication étroite entre ce qui distingue classiquement *espace public* et *espace commun (communautaire)*, ainsi qu'une participation de la dimension

« communautaire » à la construction du politique. Ces données mettent en question la pertinence de l'opposition *public / communautaire* et nous oriente vers une approche de la situation qui rend mieux compte de la complexité des relations de cohabitation en Transylvanie et plus largement en Europe.

L'analyse du cas transylvain présente un intérêt à plusieurs niveaux. Dans un premier temps, elle révèle une dynamique récente à l'échelle du continent avec notamment le processus d'élargissement européen, dynamique qui entraîne en Transylvanie des recompositions régionales, sociales et territoriales, visibles ailleurs en Europe centrale et orientale. Ces transformations se traduisent, entre autres, par le renouvellement des nationalismes et des pratiques de l'ethnicité tout comme par l'émergence de discours et pratiques alternatifs. En outre, ces changements peuvent être observés au niveau des usages mémoriels, patrimoniaux et d'écriture de l'histoire, dans le contexte d'ouverture des territoires du politique aux territoires de projet et de la production de ces territoires à partir d'une complexification des jeux d'échelle.

Dans un deuxième temps, cette étude de cas nous permet d'analyser les conceptions du territoire présentes dans ces transformations. Les logiques nationalistes ou plus récemment régionalistes qui sont à l'œuvre en Transylvanie, laissent entrevoir que les territoires sont pensés comme des aires culturelles, fermées et immuables. Cette perspective, qui est sans doute rencontrée ailleurs en Europe, s'éloigne de la pluralité des espaces imaginés et vécus par les individus et pose le problème de la mise en adéquation des conceptions et des politiques territoriales et cette mobilité.

Enfin, par une cohabitation historique multiethnique et multiconfessionnelle, par des enjeux multiples qui en découlent (mémoriels, symboliques, politiques, économiques), par les tensions permanentes entre liens citoyens et appartenances ethniques, la Transylvanie apparaît comme un labo-

ratoire qui nous permet de penser à une micro-échelle un profil de diversité culturelle qui est plus largement celui de l'Europe.

Un premier résultat de cette recherche fut un travail réalisé en 2005¹. Cet ouvrage le reprend en grande partie sous une forme plus synthétique tout en réactualisant des données de terrain et en envisageant de nouvelles perspectives théoriques.

Cette recherche n'aurait pas pu aboutir sans la contribution et l'aide de tous ceux que j'ai rencontrés en Transylvanie et que je remercie vivement ici. J'ai une pensée particulière pour Horváth Andor, Tudor Sălăgean, Veres Valér, Camil Postelnicu, Sorin Mitu et Melinda Mitu dont le soutien et l'amitié m'ont accompagnée à Cluj-Napoca, et pour Dominique Belkis, Denis Cerclet, Vintilă Mihăilescu et François Laplantine pour leurs lectures et conseils.

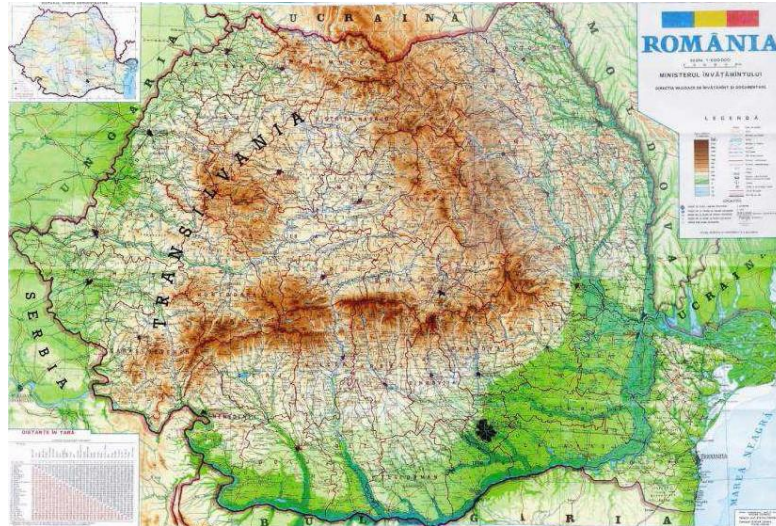
¹ BOTEA B., *La Transylvanie entre coexistence et négociation sociale. Une approche anthropologique de la construction du territoire*, thèse de doctorat en cotutelle, soutenue à l'Université Lumière Lyon 2, décembre 2005.

PREMIÈRE PARTIE
Chemins d'une recherche

La Transylvanie : territoire frontalier, territoire à frontières

La Transylvanie ou, selon ses diverses autres appellations, *Transilvania*, *Ardeal*, *Erdély*, *Siebenbürgen*, est une province historique de la Roumanie qui a fait autrefois partie du Royaume hongrois et de l'Empire austro-hongrois. Multi- ethnique et multiconfessionnelle, cette région fut un lieu où cohabitèrent et cohabitent encore aujourd'hui Roumains, Hongrois, Allemands, Roms, Serbes, Arméniens, Juifs, Slovaques, etc. Parmi ces populations, on trouve des chrétiens de confessions différentes : orthodoxe, catholique, gréco-catholique, réformée, unitarienne, baptiste ou autre.

À travers l'histoire, cet espace se révèle riche d'expression et de production des imaginaires aux niveaux local, national mais aussi transnational. À l'étranger, il fut souvent perçu – et l'est encore aujourd'hui – comme archaïque et idyllique, ou bien comme un lieu de fantasmes et de contes. Au sein même du pays, la Transylvanie est considérée par certains comme une région relativement prospère au regard du reste de la Roumanie en raison de sa supposée appartenance historique à *l'Europe Centrale* ; pour d'autres, au contraire, elle est plutôt pauvre car proche des *Balkans*. Par ailleurs, par son caractère multiethnique et multiconfessionnel, elle apparaît parfois comme un lieu de tension entre les diverses populations ou communautés ou, à l'inverse, une terre de cohabitation harmonieuse et exemplaire dans une région qui a pourtant la réputation d'être la «
poudrière de l'Europe ».



Carte 1 : Carte de la Roumanie

D'où vient alors la richesse de cet imaginaire sur la Transylvanie, cette image controversée qu'elle suscite ? Cette ambivalence ne serait-elle pas à considérer en lien étroit avec sa particularité de territoire frontalier et surtout de territoire à frontières ?

La région fut historiquement à la lisière des Empires austro-hongrois et ottoman (rattachée surtout au premier) et ce positionnement a suscité une interprétation en termes hungtintoniens, selon laquelle la Transylvanie se trouvait sur la ligne de démarcation délimitant la zone d'influence des chrétientés occidentale catholique et orientale orthodoxe.

La chaîne des Carpates, qui sépare la Transylvanie du reste de la Roumanie (*cf. carte 1*), est un élément important dans cette géographie symbolique, car elle fait office de frontière *naturelle* entre des zones que certains jugent culturellement distinctes. Selon cette perspective, la Transylvanie apparaît comme un territoire délimitant l'*Europe Centrale* par rapport aux *Balkans* et elle est ainsi renvoyée, de manière exclusive, à un espace ou à un autre.

Cette géographie physique du pays traversé par les Carpates donne lieu à différents récits et interprétations qui alimentent l'imaginaire collectif. Dans les rhétoriques hongroises, la chaîne carpatique est généralement perçue comme une ligne de séparation entre la Transylvanie et le reste de la Roumanie. Cette interprétation fait de ce territoire soit une entité géographique et politique indépendante, soit une région rattachée au Bassin des Carpates et donc située au cœur de la nation hongroise. Les historiens roumains en font aussi une double lecture. Par exemple, Xenopol voyait dans les Carpates une barrière qui séparait la Transylvanie du reste du pays et qui conférait à la Roumanie son caractère très diversifié portant l'héritage de trois empires : ottoman, russe et austro-hongrois. Cependant, dans l'imaginaire roumain, une autre vision de cette frontière s'est finalement imposée, constituant jusqu'à nos jours la version officielle présente dans les manuels scolaires d'histoire : les Carpates n'auraient pas un rôle de séparation, mais d'unification, elles formeraient l'épine dorsale de l'« organisme » roumain dont le cœur est justement la Transylvanie.

Ces interprétations opposées inscrivent la Transylvanie dans deux espaces politiques, symboliques et culturels distincts. Ainsi qu'on l'a déjà vu, les frontières « naturelles » des Carpates font souvent partie de l'argumentaire d'une double construction nationale – hongroise et roumaine – conférant une fonction opposée à la frontière carpatique, qui sépare dans un cas, et qui rassemble dans l'autre. Il convient de mentionner qu'en Transylvanie vivent de nos jours 1 216 666 personnes qui se sont déclarées « hongroises » au dernier recensement de 2011, ce qui représente 17,9 % de la population totale de la région. Cependant, ces chiffres ne rendent pas compte de la diversité des situations de cohabitation. Par exemple, dans certaines régions de Transylvanie, les personnes se déclarant « hongroises » représentent une large majorité par rapport au reste de la population.

Malgré leur caractère indéfini en tant qu'entités discrètes et idiosyncratiques, les deux espaces auxquels la Transylvanie est rattachée – l'« Europe centrale » et les « Balkans » – peuvent être vécus comme des catégories réelles dans les pratiques des individus et dans le processus de légitimation des groupes. En Hongrie, cette région est souvent perçue comme la sœur pauvre de l'*Est* car proche des *Balkans*, alors qu'en Transylvanie même on rencontre un certain processus d'identification à l'*Europe Centrale*, en opposition au sud « balkanisé » de la Roumanie. Nous retrouvons ici un mécanisme de construction et de différenciation des *Balkans* similaire en quelque sorte aux stratégies de l'« orientalisme » (E. Said). La constitution de l'Occident comme objet distinct fut possible, comme le remarque Said, par sa démarcation d'un Orient tout aussi imaginé. Ce phénomène appliqué au contexte de l'Europe centrale et orientale a été déjà observé par différents auteurs¹. Milica Bakic-Hayden et Robert Hayden mettaient en lumière le phénomène de « nesting orientalisme » suggérant, à partir de l'exemple de l'ex-Yougoslavie, que les groupes ethniques avaient tendance à s'estimer eux-mêmes proches de l'« Occident » et à désigner les autres groupes ethniques comme des altérités renvoyées à l'« Orient ». Ce phénomène d'« orientalisme » est, d'une part, rencontré dans la négociation identitaire des catégories nationales entre les différents pays (les Roumains sont les voisins « balkaniques »

¹ BAKIC-HAYDEN M., HAYDEN R., « Orientalist variations on the theme "Balkans": symbolic geographies in Yugoslav cultural politics », *Slavic Review* 51, 1992, pp. 1-15; ANTOHI S., « Romania and the Balkans. From geocultural bovarism to ethnic ontology », *Transit-Europäische Revue*, n° 21, 2002 ; TURDA M., « Transylvania revisited : public discourse and historical representation in contemporary Romania », in TRENCSENYI B. et al. (coord.), *Nation-Building and Contested Identities. Romanian and Hungarian Case Studies*, Budapest, Regio Books, Iași, Polirom, 2001, pp. 197- 208 ; NEOFOTISTOS, V., « The Balkans "Other within": Imaginings of the West in the Republic of Macedonia », *History and Anthropology*, 19(1), 2008, pp. 17-36.

des Hongrois, les Bulgares les voisins « balkaniques » des Roumains et ainsi de suite). D'autre part, l'orientalisme est une stratégie de production des différences internes à l'intérieur du pays (la Transylvanie serait moins « balkanisée » que le « Sud » du pays).

Ce mécanisme de différenciation culturelle entre les nations, ou au sein de celles-ci, est plus ancien que les nations elles-mêmes. Larry Woolf¹ montrait que la distinction Est-Ouest opérée au sein de l'Europe – symbolisant le clivage entre une Europe « civilisée », « développée » et une autre, orientale, plutôt « retardée » et « barbare » – était une production de l'Occident, plus précisément des philosophes et des voyageurs du XVIII^e siècle. À cette époque, l'ancienne distinction datant de la Renaissance entre un Sud « civilisé », image réservée aux villes italiennes, et un Nord « barbare » est remplacée par la distinction Est-Ouest. Comme le souligne Larry Woolf, c'est à partir des villes du Nord, comme Paris, Londres, Amsterdam, lesquelles connaissent vers le XVIII^e siècle un rapide développement économique et politique, que se mettra en place une nouvelle différenciation Est-Ouest. L'image de la « civilisation » réservée autrefois au Sud, avec les villes italiennes, sera cette fois projetée sur soi, tandis que les nouveaux « barbares » seront renvoyés à l'Est. Le cas de la Transylvanie est intéressant dans ce changement de géographie symbolique de la région car, selon certaines interprétations, elle se trouve à la frontière de ces deux mondes, délimitant une Europe plus civilisée d'avec celle des

« Paysans du Danube ».

Dans ce processus d'« invention » de l'Europe de l'Est, les récits des voyageurs occidentaux opèrent des différenciations à l'intérieur même de cet espace. Ils font ainsi un rapprochement entre l'Occident et certaines régions chrétiennes de l'Est,

¹ Woolf L., *Inventing Eastern Europe: The Map of Civilisation of the Mind of the Enlightenment*, Stanford (CA), Stanford University Press, 1994.

par rapport aux lieux considérés comme encore plus « barbares » de l'Empire ottoman et du monde musulman. Au début du XVIII^e siècle, le Royaume hongrois intégrant à l'époque la Transylvanie, se séparait de l'univers oriental de l'Empire ottoman et entraît sous l'influence de l'Empire des Habsbourg (cf. carte 2). La Transylvanie, à la frontière entre ces deux empires, apparaît ainsi sur la faille de la rencontre et de la séparation entre « barbarie » et « civilisation ». Elle reste cependant un espace lointain, aux marges du Royaume hongrois, ce qui est aussi suggéré par son appellation. La « Transylvanie », *Trans-sylvania*, signifie « Au-delà des forêts »¹.



Carte 2 : la Transylvanie au XVIII^e et début du XIX^e siècle²

¹ Le mot *Transsylvania* apparaît au milieu du XV^e siècle et il est dérivé du mot latin *Ultrasylvania terra* présent déjà dans les sources historiques des XI^e et XII^e siècles. L'étymologie hongroise du mot *Erdély* est en lien avec la signification du mot latin, *erdő elü* signifiant « au-delà de la forêt » (cf. KRISTÓ G. (dir.), *Korai magyar történeti lexikon*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1994, p. 188). Le mot *Ardeal* est la traduction roumaine d'*Erdély*.

² Carte retravaillée (d'après I. A. POP, I. BOLOVAN (coord.), *Istoria României*, Cluj-Napoca, Editura Academiei Române, 2007). Elle relève de l'historiographie roumaine, utilisant exclusivement des toponymes en langue roumaine.

La « Transylvanie » est aussi *Siebenbürgen*, selon l'appellation allemande utilisée dès le Moyen-Âge, c'est-à-dire la région des

« sept cités allemandes », un symbole de la ville qui a conquis et « domestiqué » la forêt.

Ce riche potentiel symbolique dont la Transylvanie est déjà investie se renforcera lors de l'émergence des nations modernes. Rattaché successivement au Royaume hongrois et à l'État roumain, ce territoire deviendra un espace de confrontations des deux projets nationaux et de controverses entre les deux États voisins. Je rappelle ici que par le Traité de Trianon (1920), le territoire de la « Transylvanie historique » intégré préalablement au Royaume hongrois et à l'empire des Habsbourg est incorporé, avec ses territoires voisins (Banat, Crişana, Maramureş), à la Roumanie. De 1940 à 1944, le nord de la Transylvanie (incluant aussi la ville de Cluj) revient sous le contrôle hongrois pour réintégrer la Roumanie en 1945.

Prise dans cette double construction nationale, la Transylvanie est perçue, d'une part, comme partie intégrante du territoire de la *Sainte Couronne* (Royaume de la Grande Hongrie historique) et, d'autre part, comme le *Foyer Roumain* (*Vatra Romaneasca*), le berceau rural de la nation roumaine. Si la métaphore de la *Sainte Couronne* est moins utilisée de nos jours en Transylvanie, le symbole du *Foyer Roumain* est toujours d'actualité. Cette dualité entre l'image d'une « terre de l'aristocratie hongroise » d'autrefois et celle d'une « terre de la paysannerie roumaine » demeure forte dans l'imaginaire des habitants de la région, Roumains ou Hongrois¹. Une mémoire douloureuse évoquant la domination hongroise (sociale, politique, culturelle et économique) reste vive dans le discours de certaines populations roumaines lorsqu'il est question du passé.

¹ Lorsque tout au long de cet ouvrage je fais référence aux termes de « Roumains » ou « Hongrois », je n'utiliserai pas les guillemets pour cause de lourdeur dans le texte. Cependant, comme nous le verrons par la suite, ces appellations désignent des catégories d'identification plutôt que des groupes réels, homogènes et donnés en soi.

Ces éléments historiques qui font de la Transylvanie un territoire controversé et disputé, sont réactualisés de nos jours, alimentant régulièrement des contradictions entre élites locales roumaines et hongroises et maintenant cet espace comme une question plus ou moins sensible entre les deux États.

Pour reprendre les termes de Joël Kotek, la Transylvanie s'apparente à un « territoire-frontière », autrement dit, « situé à la charnière d'ensembles ethniques ou idéologiques »¹. Mais il convient de s'éloigner d'une perspective essentialiste qui postulerait le caractère de « territoire-frontière » en soi par le simple fait d'une cohabitation multiethnique. La Transylvanie se construit comme l'espace d'une dualité roumano-hongroise depuis l'exode massif des Saxons², processus favorisé par la construction des États-nations. Le nom allemand de la région, *Siebenbürgen*, est dû à cette présence allemande autrefois majoritaire.

L'histoire mouvementée de la Transylvanie s'exprime au niveau de la mobilité de ses frontières, physiques ou symboliques. Elles se sont redéfinies continuellement en fonction des guerres impériales, du fait que cette région a été englobée par un État ou par un autre ou, plus récemment, en fonction des remodelages apportés dans le cadre de l'élargissement européen. Rappelons aussi que le nom de Transylvanie désigne souvent aujourd'hui un espace constitué comme tel après 1918, date de son incorporation à l'État roumain, plus vaste que le territoire historique de la Transylvanie (nommé « Transylvanie historique »)³.

¹ KOTEK, J. (dir.), *L'Europe et ses villes-frontières*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 17.

² Les Saxons sont des populations germaniques qui ont colonisé la Transylvanie entre le XII^e et le XIII^e siècle. Elles ont joué un rôle essentiel dans le développement économique, social, politique des villes de la région.

³ La Transylvanie inclut aujourd'hui, en plus de la Transylvanie historique, les territoires de Banat, de Crișana et de Maramureș (cf. carte Annexe 2).

En dépit de ces frontières mobiles et des efforts continus déployés par l'État roumain depuis 1918 pour faire fondre les diversités régionales et malgré la nouvelle régionalisation de la Roumanie (1998) qui coupe la Transylvanie en sous-régions, cette dernière reste, ainsi que nous l'avons déjà dit, un élément vif des imaginaires et des pratiques en Roumanie. Cette catégorie, facilement manipulable sur la scène publique roumaine, est présente aussi en Hongrie. La force symbolique de cet espace est d'autant plus remarquable qu'il n'a jamais constitué d'entité administrative dans la forme du territoire actuel, à l'exception de la brève période entre 1929 et 1931.

Longtemps, la question de la révision des frontières et du retour au passé fut une véritable obsession, présente dans les rhétoriques publiques et les imaginaires sociaux en Roumanie. Mais à l'heure de l'intégration européenne de la Roumanie et de la Hongrie, ce retour au passé et la modification de la frontière ne sont plus d'actualité. Sans danger réel de ce point de vue et « sans qu'il existe un réel problème de la Transylvanie »¹, ce territoire est convoqué de temps à autre dans les discours publics en Roumanie en tant que lieu problématique². C'est précisément sur ce point que se situe une de mes premières interrogations quant aux usages de cette catégorie et aux enjeux dont relève son utilisation forte dans les discours publics et les récits des individus. Il serait en effet intéressant de savoir ce qui génère encore sa construction en tant que territoire problématique.

Pour circonscrire ma recherche, j'ai porté mon regard sur la ville de Cluj-Napoca considérée comme la capitale historique

¹ TURDA M., « Transylvania revisited... », *op. cit.*, p. 204.

² Depuis ces dernières années, le problème se déplace de plus en plus de la Transylvanie vers une de ses sous-régions, le Pays des Sicules (*Ținutul Secuiesc*), territoire à population majoritairement magyarophone, espace à contours flous sans frontières administratives qui cristallise les controverses et devient emblème de la dispute historique autour de la Transylvanie et de sa gestion culturelle et politique.

et culturelle des « Hongrois » de Roumanie. Comme l'ensemble de la région, elle présente un caractère multiethnique et multiconfessionnel. Au dernier recensement de 2011, sur un total de 324 576 habitants, il y avait à Cluj-Napoca 245 737 Roumains (soit 75 % de la population), 49 565 Hongrois (15 %), 3 273 Roms (1 %), 544 Allemands (0,1 %), ainsi que d'autres populations.

Comme l'ont montré mes premières observations de terrain et comme l'ont remarqué certains auteurs¹, le centre-ville de Cluj cristallisa en condensé, et à l'échelle locale, les controverses liées au territoire de la Transylvanie.

Néanmoins, lors de mes premiers séjours de recherche à Cluj en 2001, un décalage était perceptible entre, d'une part, de fortes politiques nationalistes et une tension sur la scène publique autour de la question de la Transylvanie, et d'autre part, une cohabitation magyaro-roumaine placée plutôt sous le signe de l'entente sans grands tiraillements ethniques. Ce décalage a par ailleurs été souligné par une autre recherche menée dans la région².

Cette tension très visible que j'observais à Cluj, au sein des élites politiques et culturelles, roumaines et hongroises, venait totalement à l'encontre de mes souvenirs et de mes expériences personnelles de vie en milieu mixte en Transylvanie. Ayant grandi dans la ville de Braşov où le passé des Saxons était évoqué davantage que celui des Hongrois, je vivais cependant dans un bâtiment où six des vingt appartements étaient habités par des magyrophones (en mariages endogamiques). J'entendais quotidiennement mes voisins parler

¹ LAZĂR M., « Cluj-2003. Metastaza ostentației. Ilustre în alb și negru din orașul tricolor », *Ideea*, pp. 15-16, 2003, pp. 125-134 ; COMAN G.,

« Ethnicisation des places publiques de Cluj-Napoca », *Anthropologica* 50 (2), 2009, pp. 323-339.

² BRUBAKER R., FEISCHMIDT M., FOX J. et al., *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity in a Transylvanian Town*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

hongrois, ce qui n'avait jamais posé de problème, pas plus que cette cohabitation mixte. Durant l'enfance, je n'avais pas conscience que nous pouvions être différents, des « Rou-mains » ou des « Hongrois », sauf à des moments ponctuels. Je garde le souvenir d'une dispute avec une petite fille du même immeuble. Lors de cet incident transformé en querelles entre parents, ma mère m'avait dit : « *Ne t'embête pas avec cette Hongroise. N'y pense plus !* ». Je ne me souviens pas d'avoir entendu auparavant que cette fille ou ses parents étaient des « Hongrois ». Je peux noter aussi que ma mère entretenait d'excellentes relations avec de nombreux amis magyarophones et avait à cette époque des connaissances en langue hongroise apprises dans son village natal mixte de Transylvanie.

En dehors de ces séquences, les relations entre voisins étaient très cordiales et l'entraide était souvent de mise. La réalité de la cohabitation n'est pas vécue continuellement en termes ethniques, néanmoins, les exemples de situations où l'ethnicité intervient dans les relations sociales sont multiples. Dans les années 1980, et au plus fort de la crise économique de ces années, je me rappelle que la Hongrie était vue dans mon entourage comme une sorte d'*Occident* par rapport à la Roumanie. Nous percevions alors une différence entre « Rou-mains » et « Hongrois », car ces derniers avaient la chance de posséder des réseaux familiaux en Hongrie, contacts qui représentaient une possibilité d'amélioration économique et symbolique de la situation des foyers.

À partir de cet imaginaire riche concernant la Transylvanie et de par ces allers-retours entre Cluj-Napoca et ma ville natale, entre un présent que j'observais à Cluj et la mémoire liée à mon vécu en Transylvanie, ont surgi mes premiers questionnements sur cet espace.

Un territoire en partage :
questions de cohabitation et présences du passé

De mes premières observations à Cluj-Napoca ressortait le constat d'une construction plurielle de la Transylvanie dans cette ville. Plusieurs *Transylvanias* se dessinaient à Cluj, ce qui suggérait que la Transylvanie n'était pas *une*, unitaire, homogène comme on l'entendait couramment. Je m'interrogeais probablement pour la première fois sur mon imaginaire lié à cet espace, sur ce que j'entendais par le mot « Transylvanie ». Il m'évoquait tout d'abord la présence des populations germaniques, les Saxons. Les mémoires concernant cette communauté étaient encore très vives dans la ville de Brasov et ses environs, et plus largement dans d'autres villes et villages de Transylvanie. Le mot « Transylvanie » me renvoyait aussi à un autre aspect des imaginaires nationaux roumains, une phrase que tout citoyen roumain a entendue au moins une fois dans sa vie, à savoir que la Transylvanie était une « terre volée par les Hongrois ». Intégrée aux lectures nationalistes roumaines, cette phrase évoquait des interprétations de l'histoire similaires, même si plus « adoucies », présentes aussi dans des manuels scolaires roumains d'histoire.

À mon arrivée à Cluj-Napoca, une opération de fouilles archéologiques sur la place centrale de la ville, inscrite dans un projet nationaliste roumain et très controversée dans le monde des élites politiques et culturelles de la ville, m'avait amenée à

des premiers entretiens avec des archéologues du musée d'histoire. Le Musée National d'Histoire de la Transylvanie était chargé de la réalisation du projet.

En dépit du nom de cette institution, il m'était impossible d'y présenter mon étude comme portant sur la question de la Transylvanie sans que cela produise un silence, une certaine gêne. Lors des premiers entretiens, cette catégorie était non-dite ou vague, elle demeurait systématiquement dans le hors-champ du discours. Comme le notait une anthropologue de Cluj, Enikő Magyary-Vincze¹, « *celui qui parle de la Transylvanie est quelque part suspecté de vouloir refaire son histoire, retracer les frontières* ». On imaginait donc mal pouvoir parler de la Transylvanie autrement que pour prendre position, se situer dans un camp ou un autre, « être avec nous ou contre nous ». Ma position, située quelque part « entre les deux » a été interprétée de diverses manières par les interlocuteurs de mon terrain. Perçue comme « roumaine » par les muséographes et autres interlocuteurs des institutions publiques, j'étais censée incarner une forme d'infidélité, ce qui produisait un certain trouble dans les relations : il me fut difficile de gagner leur confiance au commencement de mes recherches. Dans les associations culturelles hongroises, mes interlocuteurs interprétaient mon infidélité face à certaines positions roumaines comme un attachement au monde « hongrois ». À leurs yeux, je n'étais pas totalement « roumaine », comme d'ailleurs ils me l'ont souvent dit, sans qu'ils me considèrent pour autant comme « hongroise » dans la mesure où je n'étais pas magyarophone.

Ces cheminements de la recherche m'ont amenée à une interrogation sur la construction sociale de ce territoire et plus précisément sur la production et les usages de la Transylvanie en tant que catégorie de discours et de pratiques sociales.

¹ MAGYARI-VINCZE E., *Antropologia politiciii identitare* [Anthropologie des politiques identitaires], Cluj-Napoca, EFES, 1997.

Une telle entrée privilégiée par la question du territoire permet une approche nouvelle de cet espace et des situations complexes de cohabitation multilinguistique, multiconfessionnelle que connaît cette région et plus largement l'Europe centrale et orientale. Jusqu'à présent, les analyses de ces phénomènes, menées à Cluj et en Transylvanie par plusieurs historiens, sociologues, anthropologues et politologues¹, ce sont fait dans le cadre d'une approche qui privilégiait des processus ethniques et des nationalismes.

Au-delà de l'importance de ces questions dans le paysage social, culturel et politique des pays d'Europe centrale et orientale, ces études consacrées à la production de l'ethnicité ont systématiquement mis en avant les phénomènes de différenciation et de polarisation des groupes. Les situations et les mécanismes de mise en commun, d'action collective entre diverses populations, la fluidité des identifications à des groupes dans les contextes de cohabitation en milieu culturel mixte n'y sont envisagées que dans une bien moindre mesure². Cette nouvelle entrée par la question du territoire, et en l'occurrence de la Transylvanie, permet d'ouvrir vers des dimensions de l'analyse moins explorées jusqu'à présent.

La perspective d'analyse qui privilégie la question du territoire permet, par conséquent, de saisir le renouvellement des catégories ethniques et de leurs usages, mais aussi d'aller au-delà de ces phénomènes en éclairant les recompositions so-

¹ Voir entre autres BRUBAKER R., FEISCHMIDT M., FOX J. et al., *Nationalist Politics...*, *op. cit.* ; BRUBAKER, R., « Ethnicity without groups », *Archives Européennes de Sociologie*, XLIII, 2, 2002, pp. 163-189 ; TURDA M.,

« Transylvania revisited... », *op. cit.* ; MAGYARI-VINCZE E., *Antropologia politiciii identitare*, *op. cit.* ; LAZĂR M., « Cluj-2003... », *op. cit.* ; KANTOR Z.,

« Nationalizing minorities and homeland politics: the case of the Hungarians in Romania », in TRENCSENYI B. et al. (dir.), *Nation-Building...*, *op. cit.*, pp. 249-273 ; HORVÁTH I., *Limbă, identitate și etnicitate*, thèse de doctorat en Philosophie de l'Histoire, Cluj-Napoca, Université Babeș-Bolyai, 2002 ; CO-MAN G., « Ethnicisation des places publiques de Cluj-Napoca... », *op. cit.*

² Une exception à cette remarque est notamment l'ouvrage de BRUBAKER R., FEISCHMIDT M., FOX J. et al., *Nationalist Politics...*, *op.cit.*

ciales et territoriales qui se dessinent ces dernières décennies dans le paysage de l'élargissement européen. Le régionalisme et la régionalisation constituent une dimension importante de ces phénomènes. En outre, la compétition pour la Transylvanie offre une autre manière d'analyser la complexité de la cohabitation dans cet espace, entre des phénomènes d'entre-soi, de tolérance sans interférence (rappelant l'expression *tolerance as noninterference* proposée par Robert Hayden¹), de *coexistence* ou de *négociation*² pour reprendre Rico Lie, ou de cosmopolitisme. Enfin, l'analyse de la construction sociale de ce territoire nous amène à aborder les questions patrimoniales, mémorielles et d'écriture de l'histoire, essentielles pour comprendre les processus de cohabitation dans cet espace. Je vais reprendre ici quelques points qui viennent d'être évoqués afin de commencer à préciser mon approche sur la question du territoire et son intérêt.

Certaines études sur le Banat³ – province historique, aujourd'hui sous-partie de la Transylvanie – ont mis en lumière l'importance des phénomènes d'identification régionale dans le fonctionnement économique, culturel, politique des territoires locaux et des réseaux translocaux et cela avant même l'apparition des rhétoriques de régionalisation dans le contexte d'intégration de la Roumanie à l'Union européenne. Au-delà des processus ethniques, cette dimension régionale est loin

¹ HAYDEN R., « Antagonistic tolerance. Competitive sharing of Religious Sites in South Asia and the Balkans », *Current Anthropology*, vol. 43, n° 2, 2002, pp. 205-231.

² LIE R., *Spaces of Intercultural Communication: An Interdisciplinary Introduction to Communication, Culture, and Globalizing/Localizing Identities*, New York, Hampton Press, 2003.

³ VULTUR S. (dir.), *Banatul din memorie. Studii de caz*, Timișoara, Marin-easa, 2008 ; HEDEȘAN O., « Les fêtes urbaines à Timișoara après 1989: une quête identitaire », in *Il bianco e il nero, Studi di filologia e di letteratura*, Università degli studi di Udine, Anno 5, n° 5, 2002, pp. 27-37 ; CHELCEA L., « Regionalismul bănățean înainte și după comunism: transformări sociale, relații etnice și memorie istorică », in *Alterra*, x, 39, 1999, pp. 39-45.

d'être négligeable dans le processus d'identification des individus et des groupes, dans leurs stratégies de vie et dans les re-compositions territoriales actuelles. La mobilisation des éléments identitaires régionaux anciens dans des constructions régionales récentes, impulsées par l'Europe, a été mise en lumière dans certains pays d'Europe centrale et orientale, comme la Croatie et la Bulgarie¹. Ces études ont montré la place importante des nouvelles formes de régionalisme dans les dynamiques sociales et politiques récentes.

Selon les enquêtes quantitatives², en Transylvanie 43 % des personnes se déclarant « hongroises » s'identifient en premier lieu comme « transylvaines ». De la même manière, 24 % des

« Roumains » de Transylvanie se déclarent tout d'abord « Transylvains », et ne se rattachent à la communauté ethno-nationale roumaine que dans un second temps. S'il existe des recherches qui nous apprennent ce que les catégories ethniques

« Roumain », « Hongrois » signifient pour les individus, nous ignorons à quels référents renvoient les mots « transylvains » et

« Transylvanie » et s'ils signifient la même chose au sein des populations roumanophones et magyarophones. Tandis que certaines études³ ont abordé cette question de la population

¹ Pour la Croatie, voir BALLINGER P., « Authentic Hybrids in the Balkan Borderlands », *Current Anthropology*, vol. 45, n° 1, February, 2004, pp. 31-

60. Pour la Bulgarie, voir KABAKCHIEVA P., « From local to regional identity? The possible construction of "cross-border" regional identity. Case study of a border region: Smolyan », Sofia, Sofia Academic Nexus Project 2001 et « Imagining the European Union as a "nation-state" », Vienna, IWM Working Paper n° 5, 2002.

² Cf. sondage Baromètre des relations ethniques, novembre 2001, réalisé par le centre *Metro Media Transilvania*. Ces chiffres sont les plus récentes données disponibles concernant les identifications régionales des populations de Transylvanie.

³ Quelques références ont plus ou moins abordé cette question : KÜRTI L., *The Remote Borderland. Transylvania in the Hungarian Imagination*, New York, State University of New York Press, 2001 ; LOSONCZY A.M., ZEMPLÉNI A., « Anthropologie de la "patrie" : le patriotisme hongrois » *Terrain*, 17, 1991, pp. 29-38 ; ZEMPLÉNI A., « Les manques de la nation. Sur

magyarophone, aucune n'a été réalisée auprès de celle roumainophone. Néanmoins, des auteurs comme Marius Turda et Enikő Magyari-Vincze¹ ont déjà introduit cette question dans leurs analyses.

Dans ses écrits, E. Magyari-Vincze s'arrête brièvement sur la « Transylvanie », faisant remarquer que « tout au long de l'existence magyaro-roumaine, celle-ci est devenue une catégorie centrale, partagée par les deux partis, mais de manières différentes »². Selon l'auteur, le débat sur ce territoire a joué un rôle important dans l'ethnisation des groupes, pour chacun d'entre eux la Transylvanie étant personnifiée et naturalisée comme leur « terre sacrée ». Deux visions exclusives de ce territoire, roumaine et hongroise, se distingueraient ainsi. Pour prolonger ces remarques, je tenterai de montrer que les négociations à propos de ce territoire ne produisent pas seulement de la polarisation ethnique, mais aussi de la mise en commun. De ce fait, il peut y avoir, à Cluj, des lectures de la Transylvanie autres qu'ethnisées.

La perspective d'analyse présente ici s'inscrit dans la suite des approches constructivistes qui ont déjà été consacrées à des notions comme « culture », « identité », « mémoire collective », « représentation sociale », « groupe ethnique » ou autres. Des auteurs comme Michael Pollak et Jöel Candau montraient l'approche holiste qui est souvent mise en avant dans l'analyse des phénomènes mémoriels et particulièrement de la « mémoire collective ». Cette dernière serait prise dans des « rhétoriques holistes », autrement dit :

quelques propriétés de la "patrie" et de la nation en Hongrie contemporaine », in FABRE D. (dir.), *L'Europe entre cultures et nations*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1996, pp. 121-155 ; FLORA G., « Primii teoreticieni ai transilvanismului », *Altera*, 10, 1999, pp. 195-207.

¹ Turda, M., « Transylvania revisited... », *op. cit.* ; MAGYARI-VINCZE, *Antropologia politicii identitare, op. cit.*

² *Ibid.*, p. 197.

des totalisations auxquelles nous procédons en employant des termes, des expressions, des figures visant à désigner des ensembles supposés à peu près stables, durables, homogènes, ensembles qui sont conceptualisés comme *autre chose* que la simple somme de leur parties et qui sont censés agréger des éléments considérés, par nature ou par convention isomorphes¹.

L'auteur attirait l'attention sur la confusion souvent présente entre mémoire collective et méta-mémoire (le discours que nous portons sur notre mémoire)². Le fait de parler et d'évoquer une mémoire collective ne suppose pas forcément qu'elle existe, autrement dit que le contenu mémoriel soit partagé par tous les membres d'une collectivité. Il convient alors de ne pas la confondre avec la méta-mémoire, laquelle serait une mémoire revendiquée, ostensible, à caractère performatif.

Michael Pollak montrait lui aussi la perspective holiste et la tradition méthodologique durkheimienne dans laquelle s'inscrivaient les approches de la mémoire collective, héritières d'une certaine conception de Maurice Halbwachs³. Pollak opposait à cette approche une perspective constructiviste dans laquelle il ne s'agissait plus de « traiter les faits sociaux comme des choses, mais d'analyser comment les faits sociaux deviennent des choses, comment et par qui ils sont solidifiés et dotés de durée et de stabilité »⁴. Appliquée à la mémoire collective, cette perspective nous conduirait, selon l'auteur, à mettre l'accent sur l'analyse des processus et des acteurs qui interviennent dans la constitution et la formalisation des mémoires et par lesquels certains contenus mémoriels sont retenus par rapport à une diversité de mémoires et arrivent à s'imposer « à tout le monde comme des points de passage obligés de la pensée sur le passé »⁵.

¹ CANDAU J., *Mémoire et identité*, Paris, PUF, 1998, p. 21.

² CANDAU J., *Anthropologie de la mémoire*, Paris, Armand Colin, 2005.

³ HALBWACHS, M., *La Mémoire collective* (1950), Paris, Albin Michel, 1997.

⁴ POLLAK M., *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993, p. 17.

⁵ *Idem.*

Le cas de la Transylvanie nous montrera un terrain de compétitions mémorielles et patrimoniales. Les processus de négociation autour de cet espace nous amènent à tenir pour problématique le caractère collectif et partagé de ces récits et à interroger plutôt les enjeux des méta-mémoires et des discours patrimoniaux.

Dans le champ socio-anthropologique, l'approche constructiviste a porté ses fruits sur d'autres terrains, comme celui de l'ethnicité. De nombreux auteurs ont observé et critiqué une pratique généralisée dans les médias et dans certaines analyses politiques qui laissait entrevoir une conception substantialiste des groupes, notamment dans l'analyse des situations de crise. En ce sens, on fait référence aux Roms en France, en Italie ou ailleurs, aux Roumains et aux Hongrois en Transylvanie, aux Juifs et Palestiniens en Israël, aux « peuples autochtones » en Amérique du Nord, aux Chicanos, aux Afro-Américains, aux Noirs, aux Blancs aux États-Unis, etc., comme si ces groupes étaient des entités discrètes et des groupes « réels » c'est-à-dire ayant une existence de fait et stable.

Le constructivisme s'entend néanmoins dans deux sens, il se comprend à deux niveaux. À un premier niveau, il s'agirait d'un constructivisme qui renvoie à une idée déjà banalisée, comme l'observaient Rogers Brubaker et ses collègues¹, à savoir que toute identité, groupe ou réalité sociale sont mouvants, multiples, qu'ils se construisent en permanence et se négocient. Certes, toute réalité sociale est amenée à se transformer. Mais le constructivisme suppose-t-il l'existence préalable d'une entité collective déjà donnée (identité, mémoire, territoire, etc.) qui serait par la suite amenée à se transformer, où va-t-il jusqu'à refuser toute substantialisation du social ?

¹ BRUBAKER R., FEISCHMIDT M. FOX J. et *al.*, *Nationalist Politics...*, *op. cit.*

Adoptant plutôt cette dernière position – qui relève aussi d'un second niveau du constructivisme – ces auteurs attirent l'attention sur le fait que l'usage du constructivisme n'exclut pas parfois une pensée en termes de « groupisme ». Ce dernier renverrait à une tendance à considérer les groupes (en tant qu'entités discrètes et intérieurement homogènes) comme « les constituants de base de la vie sociale, comme les principaux protagonistes des conflits sociaux et les unités fondamentales de l'analyse sociale »¹.

Pour Brubaker et ses collègues, une alternative à cette vision des choses ne consiste pas à limiter nos approches aux pratiques individuelles ou à l'individualisme méthodologique (comme la théorie du choix rationnel ou les théories des jeux développées en sciences politiques). Il serait question plutôt d'une compréhension relationnelle, processuelle, dynamique de l'ethnicité.

Dans ses écrits sur la Transylvanie, Rogers Brubaker propose d'analyser les dynamiques de l'ethnicité à Cluj sans partir du postulat de l'existence des Roumains et des Hongrois en tant que groupes, mais en les considérant plutôt comme des catégories. Même si ces identifications ethniques ou culturelles sont parfois vécues comme une réalité par les individus, cela n'annule en rien leur caractère construit et « performatif » (Austin), en ce sens où elles font advenir une réalité qui n'existait pas auparavant. Les pratiques performatives relatives à ces catégories ethniques sont au cœur de leur intériorisation en tant que catégories réelles : « par l'*invocation* des groupes, on tente de les *évoquer*, les convoquer, les appeler pour exister »².

Cette perspective constructiviste détachée de toute pensée du « groupisme », nous amène à orienter différemment notre recherche et nos questions.

¹ *Ibid.*, p. 7 (Ma traduction de l'anglais).

² BRUBAKER R., « Ethnicity without groups », p. 166.

Partant des groupes, nous sommes conduits à nous demander ce que ces groupes souhaitent, revendiquent, à quoi ils aspirent ; comment ils réagissent en relations avec d'autres groupes. Nous attribuons ainsi [...] une identité, des capacités d'agir, des intérêts, des volontés à des groupes. En partant des catégories, au contraire, nous nous centrons sur des processus et sur des relations plutôt que sur des substances. Cela nous amène à préciser comment les individus et les organisations utilisent les catégories ethniques et nationales et comment ces catégories, au retour, canalisent les interactions sociales et organisent nos compréhensions et nos considérations ordinaires¹.

Dans le cadre d'une étude des dynamiques de l'ethnicité, cette perspective relationnelle et processuelle amène l'auteur à s'intéresser à trois types de questions : où observe-t-on l'ethnicité, où fait-elle sens et comment cela fonctionne-t-il ?

Bien que le présent ouvrage ne cible pas les questions d'ethnicité, c'est dans une perspective similaire – constructiviste, relationnelle et processuelle – que seront développées ici les interrogations portant sur la construction sociale de la Transylvanie. Je considérerai cette dernière comme une catégorie des discours et des pratiques plutôt que comme une réalité sociale homogène et signifiante en soi, préalable à l'action sociale, et j'en étudierai les usages. Je tenterai de montrer la construction de cet espace en tant que catégorie problématique et controversée produisant, certes, des phénomènes d'ethnisation. Mais au-delà des processus ethniques, il sera question de montrer comment des espaces qui sont plus imaginaires que réels arrivent à avoir un destin intéressant en tant que catégories performatives et à devenir des opérateurs de politique faisant advenir du collectif, du « faire ensemble ».

L'analyse des pratiques mémorielles, patrimoniales et de la production de l'histoire peut apporter quelques éléments de réponse à cette question et à la complexité des relations

¹ BRUBAKER R., FEISCHMIDT M., FOX J. et al., *Nationalist Politics...*, *op. cit.* p. 11.

de cohabitation, entre crispations ethniques et fluidités transethniques. Pour comprendre ces phénomènes de cohabitation et le caractère potentiellement problématique de ces territoires nous pouvons orienter nos analyses vers des interrogations sur la construction de l'*espace public*. Nous verrons dans un des chapitres de ce livre qu'une conception de l'espace public qui le considère comme opposé à l'espace identitaire (communautaire) présente des limites importantes dans l'analyse de ces territoires. En revanche, les approches situationnelles et les articulations entre mémoire, patrimoine et histoire peuvent davantage saisir la complexité des phénomènes dont il est question ici. Par ailleurs, les thématiques du patrimoine et de la mémoire n'ont pas été des entrées privilégiées dans l'étude de l'ethnicité, du nationalisme ou de la cohabitation en Transylvanie et dans la région.

Le recentrement de la recherche sur les usages publics du passé, et en particulier sur la mémoire et le patrimoine, est récente dans les études socioanthropologiques concernant la Roumanie, mais aussi plus largement sur l'espace centre et est-européen. En Roumanie, mais cela doit être aussi le cas pour d'autres pays de la région, l'intérêt pour les questions mémorielles et en particulier pour le recueil des mémoires est à considérer en rapport avec un mouvement plus généralisé de déconstruction du discours nationaliste auquel l'anthropologie a participé¹. L'historiographie s'était également attelée, après le milieu des années 1990², à la déconstruction des « grandes narrations

¹ V. Mihăilescu a analysé ce phénomène : MIHĂILESCU V. (dir.), *Etnografii urbane. Cotidianul văzut de aproape*, Iași, Polirom, 2009, pp. 8-12.

² BOIA L., *Istorie și mit în conștiința românească*, București, Humanitas, 1997 ; MITU S., *Geneza identității ardeleni la românii ardeleni*, București, Humanitas, 1997 ; MITU S., *Transilvania mea. Istorie, mentalități, identități*, Iași, Polirom, 2006 ; NEUMAN V., *Identități multiple în Europa regiunilor. Interculturalitatea Banatului*, Timișoara, Hestia, 1997 ; NICOARA V., *Dobrogea : spațiu geografic multicultural*, Muntenia, Constanța, 2006.

nationales » témoignant un intérêt plus ciblé pour les narrations historiques régionales ou locales. Dans ce même mouvement s'inscrit, comme le montre Mihăilescu, une mutation méthodologique de changement d'échelle attachant de l'importance aux recueils des « histoires de vie » des gens ordinaires et pour une dimension subjective et localisée des expériences des individus, ainsi que pour des études sur la mémoire sociale. Il s'agit plus largement, comme l'observe l'auteur, d'un déplacement de l'accent des discours de l'ethnogenèse millénaire et holiste – construite dans le sillage du folklorisme – vers une analyse des dynamiques ethniques locales et régionales montrant des processus de différenciation culturelle et sociale.

Un autre contexte important à rappeler afin de situer l'émergence des préoccupations scientifiques concernant les questions mémorielles est le fleurissement, lors de la première décennie d'après 1989, des écrits autobiographiques et mémoriels. La libération de la mémoire désormais affranchie de la censure qui fut imposée ou auto-imposée avant 1989 et la démocratisation du droit à la mémoire se sont exprimées par un besoin pressant de se rappeler et d'offrir des témoignages, comme l'observait aussi Smaranda Vultur¹. Les scientifiques ont donc accompagné et intensifié à leur tour ces préoccupations de la société pour la mémoire, préoccupations qui se sont traduites, en outre des écrits autobiographiques, par la création de lieux et d'institutions mémoriels (notamment pour commémorer les victimes des déportations et du régime de Ceaușescu).

Dans le champ des recherches sur les phénomènes mémoriels, deux types d'études se distinguent principalement en Roumanie et dans d'autres pays de la région : d'une part, l'intérêt pour les mémoires des expériences et des événements traumatiques (déportations, mémoire des guerres, du régime

¹ VULTUR S., « Négociating the past » : <http://ehess.dynamiques.fr/usagesdupasse/117/>, consultée le 10 juillet 2011.

communiste)¹, d'autre part, les contributions concernant les mémoires des années communistes plus largement ou, en lien avec celles-ci, le phénomène de nostalgie post-communiste².

Si les publications autour de ces thématiques semblent dominantes dans le champ mémoriel, quelques études plus restreintes abordent la mémoire en lien avec d'autres thématiques : par exemple, le développement urbain et la re-conversion post-industrielle de certaines villes, et plus largement la construction sociale et culturelle des territoires et de leurs frontières³.

Ces usages publics du passé, et explicitement de la mémoire, visibles en Roumanie, sont des phénomènes très présents ailleurs en Europe et sur d'autres continents. Certains auteurs formulent même l'hypothèse d'une « mondialisation de la mémoire »⁴. Henry Rousso parle ainsi d'un « phénomène planétaire de réactivation du passé », un rapport au passé qui

¹ Voir entre autres : LOSONCZY A.-M., « La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste. Deux mises en spectacle de la mémoire », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 3, 2006, pp. 97-112 ; BUCUR M., *Heroes and Victims: Remembering War in Twentieth-Century Romania*, Bloomington (IN), Indiana University Press, 2009 ; VULTUR S., *Banataul din memorie...*, *op. cit.* ; VULTUR S. (dir.), *Memoria salvată. Evreii din Banat, ieri și azi*, Iași, Polirom, 2002.

² TODOROVA M., GILLE Z. (dir.), *Post-Communist Nostalgia*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2010.

³ Voir par exemple : Botea B., « De quelques usages de la valeur dans les recherches anthropologiques : un regard sur le développement urbain », in BAILLÉ J. (dir.), *Du mot au concept : valeur*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2013, pp. 85-101 ; « Les "cadres sociaux" du patrimoine en contexte post-totalitaire et de crise industrielle (Jimbolia, Roumanie) » in MORISSET, Lucie K., NOPPEN, Luc (dir.), *S'approprier la ville : du patrimoine urbain aux paysages culturels*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal (à paraître) ; CHELCEA L., « Regionalismul bănățean înainte și după comunism... », *op. cit.*, VULTUR S. (dir.), *Banatul din memorie*, *op. cit.*

⁴ ROUSSO H., « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 94, vol. 2, 2007, pp. 3-10.

« tend à susciter des formes de représentations collectives et d'actions publiques qui se ressemblent »¹. L'auteur explique que la nouveauté de ce phénomène d'intensification des actions mémorielles et des usages publics du passé

[tient] moins à l'existence de récits historiques ou de mémoires singulières fondées sur la langue, l'ethnie, la religion ou une expérience partagée, qui sont une réalité de toujours, notamment dans des aires où les systèmes politiques et sociaux accordent une place importante sinon des droits équivalents aux minorités, qu'à la formation d'un nouvel espace public, au plan national, régional (notamment européen) et mondial².

Ce phénomène serait caractérisé par une prise de parole plus active d'acteurs différents, proposant une pluralité des interprétations et des narrations historiques alternatives au seul discours national construit par des instances classiques de production de la connaissance historique. Cela aurait comme conséquence une abolition des frontières classiques entre le discours du scientifique, du politique, du militant, ou des différents autres acteurs participant à ce processus.

Une autre dimension qui caractériserait ce nouvel espace public serait la montée en puissance de la figure de la victime. Nous serions ainsi moins à l'« ère du témoin », qu'à l'« ère de la victime » et de la réparation, aspect observé par de nombreux auteurs. Dans ce contexte, la mémoire serait devenue une valeur positive quasi universelle et elle s'opposerait à l'oubli, considéré comme une catégorie négative.

Toutes ces dimensions de l'espace public mémoriel, plus ou moins globalisé, interpellent les problématiques mémorielles et patrimoniales qui émergent en Roumanie après 1989, actions qui en Europe occidentale connaissent un essor déjà à partir du dernier tiers du XX^e siècle.

¹ *Ibid.*, p. 3.

² *Ibid.*, p. 5.

Le cas de la Transylvanie est intéressant dans ce spectre de préoccupations centrées sur les usages publics du passé car les conflits mémoriels liés à la construction de ce territoire sont très anciens : ils se cristallisent notamment à partir de l'émergence des États-nations à la fin du XIX^e siècle. Cependant, si les usages publics de la mémoire et du passé ne datent pas d'hier, les discours publics y compris d'après 1989 n'utilisent pas le terme « mémoire ». Il en est de même dans les préoccupations scientifiques socio-anthropologiques concernant cette région, où la question de l'« histoire » occupe le centre des débats, avec les notions de nationalisme et d'ethnicité. Cette prédilection pour l'usage du terme « histoire » et sa toute-puissance par rapport au terme « mémoire » peuvent être rapportées à un phénomène plus répandu, rencontré aussi ailleurs. Comme le montre François Dosse¹, cette conception et cette indistinction entre histoire et mémoire ont fait un long chemin en France, à travers la volonté de l'État-nation de prendre en charge la mémoire nationale et l'écriture de ce que l'auteur appelle une histoire-mémoire. Ce n'est qu'à partir des années 1970 qu'avec la mise en valeur d'un regard plus critique et pluriel sur le passé, la remise en cause de cette vision devient possible et se généralise en France.

En Roumanie, et dans d'autres pays de la région, l'âge d'or de l'histoire-mémoire fut encore plus long, s'étendant de la période de construction des États-nations aux années 1990 avec un temps fort pendant l'entre-deux-guerres. En Roumanie, dans les années du système communiste et surtout du régime de Ceaușescu, la construction de l'Histoire privilégiait une approche totalisante et unique jusqu'à une vision atemporelle de l'histoire-mémoire, avec l'interdiction, le contrôle et la censure des mémoires plurielles, vouées à

¹ DOSSE F., « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », *Raison présente*, septembre 1998, pp. 5-24.

des espaces privés, à des circulations et des transmissions souterraines.

Parmi toutes les régions de la Roumanie, la Transylvanie, prise dans les enjeux du nationalisme (roumain et hongrois) a connu le plus fortement ces phénomènes. Ici, les questions mémorielles liées à cet espace et à son passé ont été accaparées jusqu'à disparaître par les tentatives de transformation des mémoires en « vérité historique », donc en construction historique. Si un des enjeux majeurs dans les débats et controverses liés au territoire de la Transylvanie a été l'écriture de l'histoire, pour comprendre la force symbolique et le potentiel de mobilisation de cette catégorie, il convient de considérer ensemble les enjeux historiographiques, les questions mémorielles et le processus de patrimonialisation.

L'intérêt que présente la Transylvanie pour l'étude de ces usages et productions du passé repose sur plusieurs dimensions. Outre le fait que cette étude élargit le champ thématique des questions mémorielles, fortement orienté dans cette partie d'Europe vers les mémoires des expériences et événements traumatiques, la Transylvanie représente ce que certains auteurs ont appelé un *memoryscape*. Ce terme est utilisé par plusieurs auteurs pour désigner des sites géographiques qui comportent des monuments ou des objets mémoriaux¹. Mais certains auteurs comme Zsuzsa Gille donnent un sens plus large à cette notion, comprenant par cela « moins un site physique qu'un panorama de pratiques mémorielles qui se croisent et interagissent à différentes échelles »². Le « paysage mémoriel » transylvain comporte ces deux dimensions : un espace physique à frontières fluides, qui fait l'objet de constructions

¹ Comme observait Zsuzsa Gille (in TODOROVA M., GILLE Z., *Post-Communist Nostalgia*, op. cit.), l'influence la plus importante concernant ce terme dans le champ scientifique a été celle de L. YONEYAMA, « Taming the memoryscape: Hiroshima's urban renewal », in J. BOYARIN (dir.), *Remapping Memory: The Politics of TimeSpace*, Minneapolis (MN), University of Minnesota Press, 1994, pp. 99-134.

² TODOROVA M., GILLE Z. (dir.), *Post-Communist Nostalgia*, op. cit. p. 288. (Ma traduction de l'anglais)

mémorielles et patrimoniales compétitives, à des échelles spatiales variées. Au-delà d'un site mémoriel local, régional ou national, cet espace se territorialise par des pratiques mémorielles et patrimoniales qui se construisent aussi de l'extérieur et par des réseaux de mobilité et de tourisme qui se déploient à l'échelle transfrontalière des deux pays voisins¹.

Cette recherche ouvrira vers l'analyse d'une articulation entre mémoire et histoire, en passant par les médiations de la mise en patrimoine. La Transylvanie offre un champ propice pour la mise en perspective de ces notions et pour observer des situations où les frontières entre mémoire et histoire, entre patrimoine et mémoire sont poreuses, où l'on observe, par conséquent, des passages de l'une à l'autre.

Dans la construction mémorielle, patrimoniale et historique de la Transylvanie, un événement apparaît comme fondateur : l'incorporation de ce territoire à l'État de la Roumanie (1920). Cet événement fut construit dans les deux narrations officielles, hongroise et roumaine, respectivement comme une expérience traumatique et comme un haut lieu de mémoire nationale. Les changements de frontière successifs, rappelant en quelque sorte les cas similaires de l'Alsace et de la Lorraine, ont fixé et amplifié du côté hongrois le caractère traumatique de cet événement que l'idéologie officielle roumaine avait au contraire érigé en victoire nationale, réparation longuement attendue et justice faite au « peuple roumain ». La complexité de ce changement de frontière a entraîné pendant longtemps des controverses publiques et historiographiques importantes. Mais que reste-il de la transmission de cette « mémoire historique » et de sa mobilisation dans le présent ? Ce travail montrera que c'est par la transmission des mémoires historiques, par le biais des lectures nationalistes et par la voie des institu-

¹ Il existe aussi des pratiques de mobilité et de tourisme mémoriel des Hongrois de Transylvanie émigrés dans différents pays hors de la mère-patrie (Hongrie). Mais leur intensité et leur rôle dans la construction du territoire transylvain et de la « patrie » hongroise n'ont pas été étudiés ici.

tions publiques et des associations que la Transylvanie est construite comme un territoire sensible et controversé. Mais ces mémoires et connaissances historiques sont en même temps entretenues par les expériences de la vie quotidienne, lesquelles alimentent de temps à autre, de manière ponctuelle et situationnelle, les phénomènes d'ethnicité. Nous verrons également comment, dans le contexte d'intégration européenne des deux pays, des pratiques de tourisme entre ces derniers et de nouveaux mouvements d'intellectuels entretiennent ou changent cette construction territoriale. Je montrerai que les lectures nationalistes et plus récemment régionalistes de la Transylvanie privilégient une conception du territoire comme une aire culturelle, un espace figé et à caractère exclusif, et je proposerai au contraire une vision dynamique de cet espace comme un territoire de négociation, d'expérience et de projet.

En explorant, en fin de cet ouvrage, une nouvelle piste de recherche concernant la nature de la transmission de cette construction territoriale, je reviendrai sur la distinction entre mémoire et histoire, m'appuyant sur les notions de « mémoire historique » de Maurice Halbwachs et de « post-mémoire » de Marianne Hirsh (développée en Roumanie par Maria Bucur¹). Ces notions décrivent des situations qui provoquent chez les individus des phénomènes de remémoration par rapport à des événements que ceux-ci n'ont pas forcément vécus – trop jeunes ou pas encore nés au moment de leur déroulement – qui participent fortement de la construction de soi et de la lecture qu'ils font de leur monde. La notion de « post-mémoire » est intéressante à explorer pour le cas de la Transylvanie et pour comprendre la force symbolique, encore actuelle, de cette catégorie des imaginaires et des pratiques. À partir de la dis-

¹ HALBWACHS M., *La Mémoire collective*, *op. cit.*, pp. 97-143; BUCUR M., *Heroes and Victims*, *op. cit.*; HIRSCH M., *Family Frames: Photography, Narrative, Postmemory*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1997.

inction opérée par M. Bucur et J. Candau¹ entre deux formes de transmission, de type mémoriel ou historique, et des rap- ports différents qu'ils impliquent face au contenu transmis, nous pouvons interroger la construction de l'espace transyl- vain dans cette tension entre un *territoire-mémoire* et un *terri- toire d'histoire*.

Si la distinction entre mémoire et histoire nous préoccupe ici, la notion de patrimoine est également centrale dans la compréhension de cet espace : la Transylvanie est construite comme un « territoire-patrimoine ». La mise en patrimoine est, comme l'observait Candau, une « pratique de la mé- moire », nous pouvons dire qu'elle est une forme de « mé- moire exercée ». Ricœur utilisait l'expression « mémoire exer- cée », mettant en avant les deux opérations « indivisément cognitive et pragmatique » du phénomène mémoriel : « “Se souvenir” c'est non seulement accueillir, recevoir une image du passé, c'est aussi la chercher, “faire” quelque chose. Le verbe “se souvenir” double le substantif “souvenir”. Ce que le verbe désigne, c'est le fait que la mémoire est “exercée” »². La patrimonialisation tiendrait ainsi de cette pragmatique de la mémoire et elle serait une de ces formes d'« encadrement des mémoires »³ par un travail de mise en cohérence à partir de récits pluriels. Ce travail d'organisation et de gestion des mé- moires est un travail de sélection opérée par la patrimonialisa- tion, une sélection entre ce qui sera effacé et ce qui sera con- servé. Nous observerons cette fonction d'« encadrement des mémoires » dans l'analyse des processus de patrimonialisation du territoire de la Transylvanie à partir des pratiques d'aménagement de l'espace public ou muséographiques ainsi

¹ CANDAU J., *Mémoire et identité*, op. cit. ; BUCUR M., *Heroes and Victims*, op. cit.

² RICŒUR P., *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 67.

³ L'expression est utilisée par Michael Pollak qui reprend le terme de « mémoires encadrées » de Henry Rousso (POLLAK M., *Une identité blessée*, op. cit., p. 30).

que des différentes procédures de commémoration (mise en place des statues, des plaques commémoratives, des toponymes, des poteaux funéraires, etc.).

Michel Rautenberg mettait en avant ce qui différencie mémoire et patrimoine. La mémoire se caractériserait par la variabilité et par « la grande adaptabilité aux circonstances de sa convocation, élément qui la distingue nettement du patrimoine qui est, par construction, relativement stable »¹. Selon l'auteur, le travail de patrimonialisation consiste en une mise en cohérence des récits au départ pluriels, une tentative de fixer un contenu par la procédure, qu'il s'agisse d'actes de reconnaissance publique, de formes diverses de réglementation ou tout simplement, d'un processus de sélection et de conservation qui classe et fige un contenu. Cette dimension est valable à la fois pour les formes plus institutionnalisées du patrimoine que pour ce que Michel Rautenberg appelle les « patrimoines sociaux ». Ces derniers sont des constructions patrimoniales opérées par des individus et des groupes, et ne font pas forcément appel aux procédures institutionnelles de patrimonialisation. Par cette fonction de fixation du récit, le patrimoine est plus proche de l'histoire que de la mémoire. Cette proximité entre construction de l'histoire et du patrimoine est visible aussi en Transylvanie. Nous pouvons remarquer la difficulté, voire l'impossibilité ici, d'une construction historique et patrimoniale commune de ce territoire, fortement enraciné dans les récits nationalistes, alors que les mémoires et les expériences de cohabitation sont plurielles et ne relèvent pas seulement des séparations ethniques, mais aussi des formes de partage.

Le processus de construction et de transmission du territoire sera étudié, quant à lui, sous l'angle des « politiques » de la catégorie « Transylvanie » plutôt que de ses « micropolitiques ». Cette distinction est faite par Brubaker et ses col-

¹ RAUTENBERG M., *La Rupture patrimoniale*, Bernin, À la Croisée, 2003, p. 28.

lègues qui montraient deux manières possibles d'étudier les catégories ethniques : d'une part, « par le haut », en analysant les processus de leur institutionnalisation et de leur incorporation dans des dispositifs culturels, symboliques (comme les narrations ou mythes nationaux, etc.) ou politiques ; d'autre part, « par le bas », en s'intéressant à leurs « micropolitiques » à travers l'analyse des procédures par lesquelles elles sont utilisées, vécues, transformées dans la pratique sociale, des contextes dans lesquels « elles donnent du sens à des problèmes et des situations, articulent des affinités et des affiliations, identifient des mises en commun et des connexions, élaborent des récits et des compréhensions individuelles »¹. Ces deux registres d'analyse renvoient d'une part au monde institutionnel et associatif et à une construction au niveau des élites (culturelles, politiques, etc.), ainsi qu'aux acteurs « de projet », et d'autre part aux pratiques de la vie ordinaire des individus et des groupes.

Selon cette distinction, mon étude sur la Transylvanie relèverait plutôt de la première dimension, car la production sociale et politique de ce territoire s'opère avant tout au niveau des actions institutionnelles et associatives. Les pratiques municipales et d'aménagement du centre-ville, les usages de la langue dans les inscriptions publiques, les controverses autour du patrimoine, les fêtes musicales et les mobilisations de type associatif ont constitué des lieux de recherche en tant que terrains d'expression de la négociation et de la production socio-politique de la Transylvanie à Cluj-Napoca. L'analyse menée à partir de ces terrains privilégie le point de vue des acteurs institutionnels et associatifs.

Néanmoins, la notion même d'« élite » et d'acteur de projet est à comprendre dans une perspective dynamique, car les « usagers » peuvent devenir des « acteurs de production » et, inversement, les « élites » sont elles-mêmes des « usagers » d'un espace, pris dans des relations interpersonnelles

¹ BRUBAKER R., FEISCHMIDT M., FOX J. et al., *Nationalist Politics...*, op. cit., p. 12.

et dans des dynamiques de groupe qui façonnent et transforment leur quotidien. En outre, comme nous le verrons dans le chapitre consacré aux musées et comme le montrent aussi les études plus récentes menées dans le secteur culturel, les dichotomies « producteurs/consommateurs », « acteurs/ publics », « aménageurs/usagers ou touristes » est à relativiser, le processus de création artistique ou culturelle reposant sur un éclatement de ces frontières.

Plutôt que de privilégier un point de vue panoramique sur les institutions et les réseaux associatifs, centré sur les politiques institutionnelles, j'analyserai ces hauts lieux de production de la Transylvanie à travers une étude de la « vie quotidienne » de ces institutions et de leurs acteurs. Par conséquent, la production historique, mémorielle et patrimoniale transylvaine sera saisie, non seulement à partir d'une perspective « politique », dominante dans ce travail, mais aussi d'une approche des « micro-politiques » qui se jouent quotidiennement entre les individus engagés dans ces institutions et déterminent la production et la transformation de cette catégorie. Pour l'explorer, j'ai adopté une démarche ethnologique basée sur des entretiens, une longue observation et immersion dans le terrain, en plus d'une analyse des discours publics et des documents. Au-delà de cette production de la Transylvanie par les institutions et le monde associatif, la démarche ethnographique m'a aussi amenée à saisir des éléments de la vie quotidienne des individus, une fête musicale urbaine, des pratiques de tourisme et de mobilité et différentes pratiques des lieux sur lesquels j'ai porté mon attention.

Objets et terrains

L'essentiel de mon travail de terrain à Cluj-Napoca s'est déroulé entre 2001 et 2005 avec des réactualisations ponctuelles ultérieures.

À la recherche des lieux de production du discours sur la Transylvanie, je me suis tout d'abord concentrée sur les pratiques muséales à Cluj-Napoca, et plus particulièrement le *Musée National d'Histoire de la Transylvanie*. Des entretiens et des observations ont également été menés au *Musée d'Ethnographie de Transylvanie*, mais la fermeture de celui-ci pour travaux durant une grande partie de ma recherche a rendu plus difficile l'expérience intensive d'immersion dans cette institution.

En outre, lors de mon premier passage dans la ville, le musée d'histoire était impliqué dans des controverses publiques liées aux mémoires et aux patrimoines de la ville et plus largement de la région. Cette institution a donc retenu mon attention en premier, en tant que lieu où se déroulait la négociation symbolique sur ce territoire.

L'observation directe, les entretiens et l'analyse des documents effectués dans ces deux institutions m'ont permis d'approcher le réseau de leurs partenaires, dont certains présentaient un intérêt pour ma recherche : la « *Direction Départementale de la Culture* » du *Conseil Départemental* (Judetean), le *Centre de création et de valorisation de la tradition folklorique*, la *Fondation EthnoStar* (co-organisatrice du festival « *Les Jour-*

nées de la Transylvanie »), la *Commission des Monuments Historiques*. Les entretiens au sein de ces nouveaux organismes m'ont donné un aperçu général des politiques culturelles et d'aménagement urbain en lien avec la compétition symbolique pour l'espace et avec une certaine mise en valeur de la mémoire et du patrimoine.

J'ai également porté mon attention sur une fête locale, les « Journées de la Transylvanie », organisée entre autres par le musée d'ethnographie. Il était cette fois question de ritualités urbaines et d'une Transylvanie mise en spectacle durant plusieurs jours, en présence d'une population importante et de nombreux artisans, groupes de musique et de danse folklorique.

Les discours portés sur la Transylvanie dans les musées se construisaient constamment en référence, voire en opposition, à la présence hongroise et au passé hongrois de la ville. Ma recherche a donc débouché sur l'exploration du réseau institutionnel et associatif hongrois. Les observations et les entretiens au sein des organismes magyarophones ont concerné : l'EME (*l'Association du Musée Transylvain*), l'EMKE (*la Société Hongroise de Culture de Transylvanie*), l'EKE (*l'Union Carpatique Transylvaine* qui est une association de tourisme et de « connaissance de la patrie »), l'*Association Kelemen Lajos* pour la protection des monuments historiques, l'*Association des Étudiants Hongrois*, la revue de culture et de sciences sociales *Korunk*, le quotidien *Kronika* et, enfin, RMDSZ (*l'Union Démocrate des Hongrois de Transylvanie* qui est à la fois une association civique et un parti politique), ainsi que l'*Université Babeş-Bolyai* (au sein de laquelle j'ai mené des entretiens avec des universitaires des départements magyarophones).

La référence permanente dans les discours hongrois à la nation culturelle hongroise et à la mère-patrie, ainsi que le fort soutien de la Hongrie au réseau institutionnel transylvain m'ont amenée, par-delà la frontière, en pays voisin. Les observations et entretiens effectués à Budapest, peu nombreux, en

sont donc restés au stade de l'exploration et pourront faire l'objet d'une autre étude, car il s'agit d'un phénomène qui se construit en grande partie à une échelle transnationale. Toutefois, les recherches menées au *Musée National Hongrois (Magyar Nemzeti Múzeum)*, le *Musée d'Ethnographie (Néprajzi Múzeum)* et au festival *Le Carnaval du Danube*¹, de même que des entretiens avec le personnel de la chaîne de télévision *Duna TV* m'ont été utiles. Cette chaîne financée par l'État hongrois traite dans sa programmation des Magyars vivant au-delà des frontières du pays et, en Transylvanie, elle est parmi les trois canaux les plus prisés par la population magyarophone. En outre, j'ai mené des entretiens avec des personnes originaires de Transylvanie établies à Budapest, rencontrées par le biais de mes interlocuteurs de Cluj-Napoca.

De retour à Cluj-Napoca, le constat d'un manque de dialogue entre de nombreuses institutions publiques et les associations hongroises, ainsi que les lectures différentes et juxtaposées du territoire de la Transylvanie que je percevais, ont orienté ma recherche vers l'identification des lieux de production d'une Transylvanie en commun. J'ai commencé à explorer le champ des mobilisations associatives par la *Fondation Civitas* et l'association *Casa Tranzit*² mais je me suis finalement arrêtée au Groupe *Provincia*. Ce dernier se proposait de développer un espace *transylvain* de coopération

« transethnique », comme les deux organismes précédents et, en outre, d'initier la production d'un nouveau discours public sur la Transylvanie.

¹ Sur cette manifestation, voir B. BOTEÁ, *La Transylvanie comme coexistence*, op. cit., pp. 270-286.

² La *Fondation Civitas* propose des activités de soutien au développement local et régional en Transylvanie. La *Casa Tranzit* est connue pour ses activités culturelles et artistiques visant, entre autres, à réunir des catégories différentes de populations de la ville qui habituellement ne se rencontrent pas.

Vivant en majorité en Transylvanie, mais aussi à Bucarest ou en Hongrie, les membres permanents du Groupe *Provincia* constituent un réseau national et même transnational dont les rencontres ont lieu dans différentes villes. Ce fonctionnement particulier du groupe m'a permis de multiplier les lieux de recherche. Leur mobilité et, plus largement, une démarche ethnographique « multi-sites » (G. Marcus), posent des questions méthodologiques intéressantes abordées ces dernières années par les anthropologues. Elles concernent les exigences auxquelles l'ethnographie doit répondre dans le contexte d'un monde social de plus en plus mobile où la localité ne se construit plus toujours en référence à la proximité spatiale¹.

Pendant des décennies, le local circonscrit et défini par une échelle spatiale a été un élément essentiel dans le terrain ethnologique, le mot même de « terrain » traduisant cette conception. Une ou plusieurs « communautés » locales, fermées sur elles-mêmes, constituaient l'objet de recherche ethnographique, y compris lorsqu'il était question de démarches comparatives. L'histoire « déploie l'éventail des sociétés humaines dans le temps, l'autre [l'anthropologie] dans l'espace », écrivait Lévi-Strauss². Si la « communauté » fermée sur elle-même et associée à un lieu plus ou moins précis n'était pas uniquement un fantasme des indigènes, mais aussi des anthropologues³, aujourd'hui les formes de communautés « imaginées » ou virtuelles rendent de plus en plus compte de l'illusion des objets ethnographiques bien délimités dans l'espace et considérés en dehors de la dynamique sociale.

Provincia est une bonne illustration de ce type de groupe (et de ce terrain de recherche) qui se constitue comme un réseau translocal et transnational, produisant des discours et des formes de territorialisation et de localité.

¹ Voir par exemple HANNERZ U., *Transnational Connections: Culture, People, Places*, Londres, Routledge, 1996 ou APPADURAI A., *Après le colonialisme*, Paris, Payot, 2001.

² LÉVI-STRAUSS C., *La Pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 339.

³ AUGÉ M., *Non-lieux*, Paris, Seuil, 1992.

Ces différents lieux de recherche, le réseau associatif ma- gyarophone, les musées, le festival de musique, la compétition pour l'occupation symbolique du centre-ville et la négociation de la Transylvanie par les actions de *Provincia*, éclairent de manière différente la production sociale et politique de la

« Transylvanie » à Cluj-Napoca, entre usages publics du passé, enjeux du présent et projets d'avenir. Ils sont en même temps des terrains d'expression des pratiques de cohabitation et de partage de ce territoire.

L'analyse des musées et du réseau institutionnel ma- gyarophone a été incontournable car ces instances détiennent plus ou moins le monopole de la production d'une version officielle du patrimoine et du territoire. Elles sont les principaux laboratoires d'institutionnalisation de la mémoire et de l'oubli, de production de l'histoire.

Déployées davantage dans un registre des ritualités urbaines et du spectacle public, les « Journées de la Transylvanie » rendent compte d'une autre scène de production du discours sur le territoire. Elles représentent un terrain parfait d'observation du message promu par les politiques culturelles concernant la gestion de ce territoire et de la diversité culturelle dans la région. En même temps, cette fête permet de montrer l'écho ou l'usage de ces messages politiques auprès d'un autre type d'acteurs impliqués dans ce processus de production sociale du territoire, des artisans exposant leurs objets « traditionnels » et des artistes (musiciens, danseurs) participants.

Le processus de négociation de cette catégorie symbolique de la Transylvanie s'exprime de manière forte et plus visible au niveau des pratiques d'aménagement et d'occupation symbolique de l'espace, notamment du centre-ville. L'usage de la langue dans l'écriture des lieux publics (rues, monuments, magasins), l'aménagement des places dans la ville, les déplacements ou la destruction de certains monuments apparaissent comme des enjeux importants dans ce processus d'objectivation d'une lecture officielle de l'histoire de la ville et de la Transyl-

vanie. Différents récits de la ville s'articulent autour de ces objets de la culture matérielle, de ces « supports de mémoire » (Halbwachs) et de ces sites patrimoniaux.

L'analyse du Groupe *Provincia* présente l'intérêt de mettre en avant une nouvelle lecture du territoire. Les actions de ce groupe illustrent également la fin d'un monopole détenu jusqu'alors par les institutions publiques ou celles de la minorité hongroise sur la production du discours public à propos de la Transylvanie. *Provincia* est aussi un bon terrain pour comprendre les phénomènes de *négociation* dans la cohabitation, au-delà de la *coexistence*. L'étude de cet exemple inscrit la question de la production sociale et politique de la Transylvanie dans une dimension transnationale et européenne et dans un renouveau des régionalismes, phénomène visible ailleurs en Europe centrale et orientale.

Enfin, quelques précisions méthodologiques sont encore nécessaires afin d'éviter les confusions engendrées par le caractère peu précis de la catégorie « Transylvanie ». Ce nom renvoie ici à l'espace géographique d'après 1918 (et non pas au territoire dit « historique » de la Transylvanie). Cependant, au-delà de cette rigueur méthodologique qui s'impose pour savoir « de quoi on parle », je laisserai la parole à mes interlocuteurs pour comprendre ce que cette catégorie désigne pour eux, à quoi ils font référence lorsqu'ils évoquent ou sous-entendent la Transylvanie.

Les pratiques de négociation de ce territoire seront saisies dans cet ouvrage à partir des relations roumano-hongroises. La diversité et la complexité des relations de cohabitation à Cluj-Napoca ne se réduisent évidemment pas à cette dimension, comme le montre la multitude des identifications ethniques à d'autres groupes : Roms, Allemands, Arméniens, Slovaques, etc. Néanmoins, la construction de la Transylvanie en tant que catégorie disputée repose exclusivement sur une compétition roumano-hongroise.